

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 380/Décembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

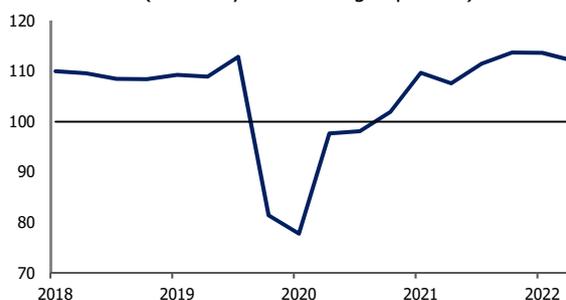
3^e TRIMESTRE 2022

Maintien de la confiance au troisième trimestre

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) atteint 112,1 au troisième trimestre 2022, soit 12 points au-dessus de sa moyenne de longue période. Il ressort toutefois en repli de 1,6 point par rapport au trimestre précédent, en raison de la contribution négative de sa composante passée.

Grevé par les délais de paiement et la trésorerie, l'ICA est toutefois tiré vers le haut par les prévisions d'investissement.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

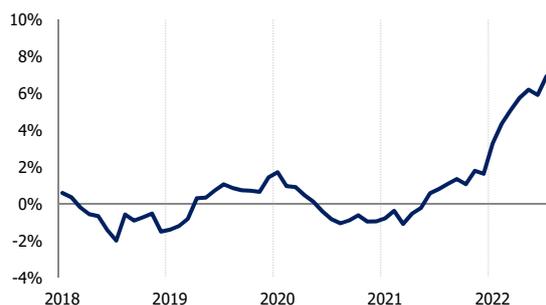
La hausse des prix s'accroît

La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'accroît, pour atteindre +7,6 % en glissement annuel en septembre 2022, après +5,6 % en juin. Elle provient encore principalement des produits alimentaires (+9,5 % après +7,2 %) et des transports (+9,9 % après +5,5 %).

La tendance globale n'est atténuée que par les tarifs des communications (-9,4 %) et du poste *articles d'habillement et articles chaussants* (-9,9 %).

Quant à l'index général du BTP¹, il augmente de 14,5 % sur la période (+12,1 % en juin dernier).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



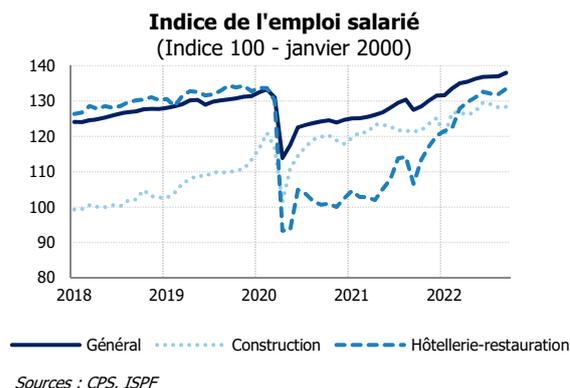
Source : ISPF

¹ Il inclut à la fois les matériaux de construction et les charges du secteur du BTP.

Le marché du travail progresse

Entre janvier et septembre 2022, les effectifs salariés moyens s'établissent à 68 600, en progression d'environ 5 % par rapport à la même période en 2021 (65 300) et en 2019 (65 700). Les offres d'emploi se multiplient, avoisinant les 500 en moyenne par mois entre janvier et septembre contre 300 en 2021.

L'indice de l'emploi salarié du secteur marchand de septembre enregistre une progression de 8,2 % en rythme annuel. Cette amélioration concerne l'ensemble des secteurs et plus particulièrement l'hôtellerie-restauration (+25,2 %), qui avoisine son niveau d'emploi d'avant Covid-19.



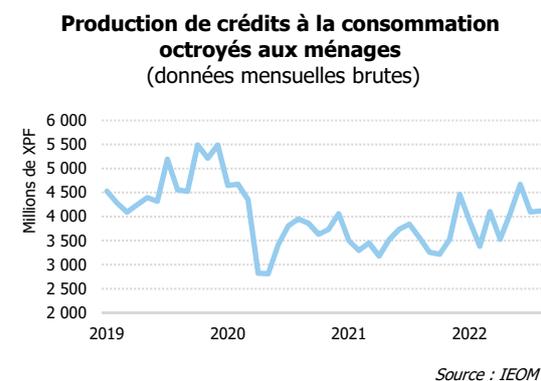
La consommation des ménages se porte bien

Les commerçants qui participent à l'enquête de conjoncture de l'IEOM se montrent satisfaits de leur volume d'activité au troisième trimestre 2022 et confiants pour la fin de l'année.

De l'enquête CEROM menée¹ au troisième trimestre 2022, il ressort que les deux tiers des ménages sondés envisagent de maintenir leur niveau de consommation sur les 6 mois à venir, proportion plus forte qu'au premier trimestre 2022 (42 %).

Cela se concrétise dans la production de crédits à la consommation qui progresse de +13,4 % en glissement annuel sur la période janvier-août (31,8 milliards de F CFP en 2022 contre 28,1 milliards en 2021).

Au cours des neuf premiers mois de l'année, 6 125 véhicules neufs ont été immatriculés contre 4 882 entre janvier et septembre 2021, soit 25,5 % de plus.

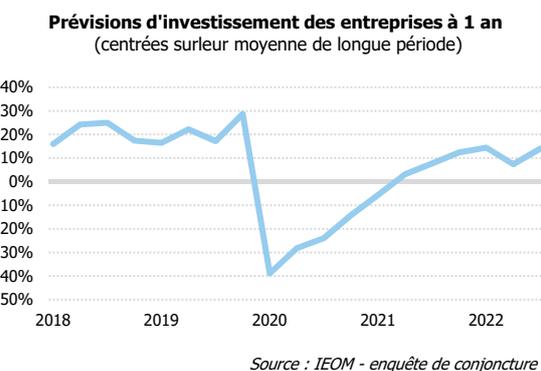


L'investissement est soutenu par les entreprises

En dépit des perspectives de ralentissement de la croissance mondiale et de remontée des taux directeurs pour contrer l'inflation², l'investissement des entreprises semble se maintenir en Polynésie française.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM du troisième trimestre, les entrepreneurs sont encore optimistes pour envisager des investissements à l'horizon d'un an.

Sur les huit premiers mois de 2022, la production de crédits à l'équipement pour les entreprises s'inscrit en forte hausse par rapport à 2021 (14 milliards de F CFP contre 12,1 milliards entre janvier et août 2021). Elle reste toutefois bien inférieure à celle de 2019 (17,7 milliards de F CFP).



La production de crédits à l'habitat des particuliers, en revanche, fléchit de 4,5 % sur les 9 premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2021 (24,8 milliards de F CFP contre 26 milliards entre janvier et septembre 2021). Au-delà du maintien des taux encore relativement modérés à fin septembre, l'investissement immobilier des ménages a connu des vicissitudes, avec l'adoption en avril d'une loi du Pays instaurant une taxe de 1 000 % sur les droits d'enregistrement pour les acquéreurs d'un bien ayant moins de dix ans de résidence en Polynésie française, avant son annulation par le Conseil d'État en septembre.

¹ Il s'agit de l'enquête semestrielle CEROM lancée en 2021. Sa 4^e édition a été réalisée entre le 10/08 et le 01/09 auprès de plus de 800 ménages de Tahiti et Moorea.

² Au troisième trimestre, l'IEOM a par deux fois augmenté son taux de référence des lignes de refinancement qui est passé de 0,40 % en août à 0,95 % en septembre 2022.

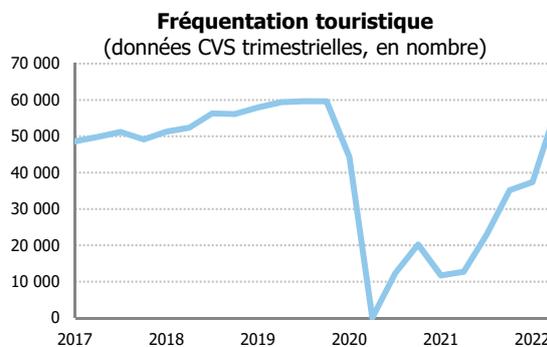
Une activité et des prix en hausse au troisième trimestre 2022

Le tourisme progresse vivement

Au troisième trimestre 2022, la Polynésie française a accueilli 66 000 touristes, soit deux fois plus que l'an passé (31 000 au troisième trimestre 2021) et seulement 2 % de moins qu'en 2019 (68 000), bénéficiant de l'accroissement du nombre de vols internationaux (de l'ordre de 400 au troisième trimestre 2022, comme en 2019) et de l'afflux des croisiéristes, plus de 10 000 par trimestre depuis juin dernier.

La majeure partie de la clientèle étrangère provient encore des États-Unis (31 %) et de France (39 %), mais on assiste également au retour des Européens (15 % contre 7 % en début d'année) et des touristes de la zone Pacifique (9 % contre 3 %).

Les hôteliers interrogés dans le cadre de l'enquête de l'IEOM, constatent une progression de leur activité, qui a nécessité nombre de recrutements et conforté leur situation de trésorerie. La capacité d'hébergement de l'hôtellerie internationale atteint au mois de septembre 94 % de son niveau de 2019. En cumul depuis le début de l'année, le coefficient moyen de remplissage est de 67 %, proche de ceux de 2019 et 2018, respectivement 69,6 % et 68 %. Quant au revenu par chambre disponible, il est proche de 40 000 F CFP (31 000 F CFP de janvier à septembre 2019).

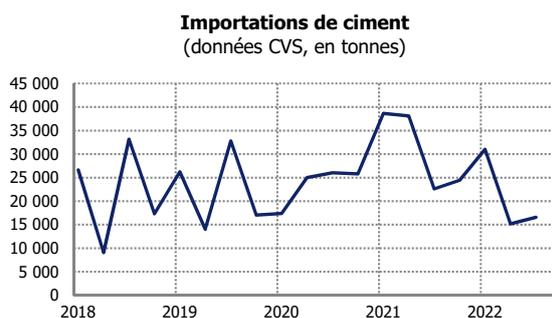


Source : ISPF

Secteur secondaire : activité stable

Les dirigeants du secteur secondaire qui ont répondu au questionnaire de conjoncture du troisième trimestre font état d'une stabilisation de leur activité et de leurs effectifs. En témoigne le volume d'importation de ciment (CVS) qui progresse de 9,1 % sur le trimestre, mais qui recule de 26,7 % par rapport à l'année précédente.

Mais comme au trimestre précédent, leurs stocks de matières premières sont estimés insuffisants pour leurs besoins, illustrant les difficultés d'approvisionnement du pays. Les entreprises poursuivent l'ajustement de leurs prix de vente face à l'inflation, ce qui permet à celles du BTP de constater une amélioration de leur situation de trésorerie, à l'inverse de celles de l'industrie.



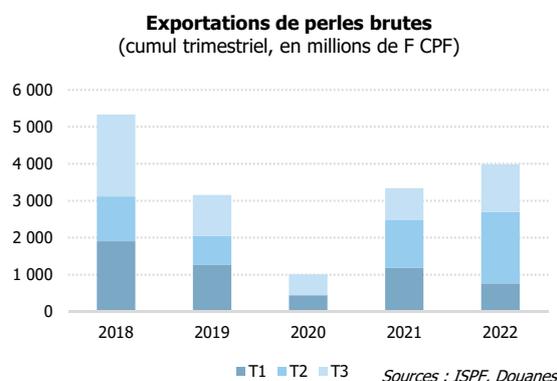
Sources : ISPF,

Pour les trois derniers mois de l'année, les industriels s'attendent à une accélération de leur courant d'affaires alors que le BTP redoute un ralentissement. Enfin, tous sont unanimes sur les anticipations de prix à la hausse.

Secteur primaire : forte progression des exportations

Au troisième trimestre 2022, les recettes à l'export de perles brutes augmentent de 52,4 % en glissement annuel (1,3 milliard de F CFP contre 0,8 milliard au troisième trimestre 2021) ainsi que les volumes (1,7 tonnes contre 1,5). Par conséquent, le prix moyen au gramme se redresse significativement (759 F CFP/g contre 550 en 2021).

Quant aux exportations de poissons, elles ont rapporté 675 millions de F CFP sur la période contre 516 millions un an plus tôt, soit +31 %, pour un tonnage en hausse de 6,4 % seulement. Elles bénéficient notamment de l'appréciation relative du dollar US, devise de règlement du produit¹.



Sources : ISPF, Douanes

¹ Entre le troisième trimestre 2021 et le troisième trimestre 2022, le dollar US s'est apprécié de près de 20 % par rapport au F CFP.

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 selon les dernières prévisions publiées par le FMI en octobre. Les perspectives restent inchangées par rapport à celles publiées en juillet. Le FMI identifie l'inflation comme l'un des principaux facteurs qui pèsent sur les prévisions de croissance : après s'être établie à 4,7 % en 2021, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,8 % en 2022 avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie sont également mis en avant pour expliquer ces perspectives. En 2023, le FMI anticipe une croissance de 2,7 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après deux trimestres consécutifs de repli. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont retrouvé une dynamique positive. Toutefois, les risques sont orientés à la hausse pour les mois à venir avec une inflation qui se maintient à un niveau élevé et une croissance de l'emploi qui devrait ralentir. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table désormais sur une progression du PIB de 1,6 %, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,8 %. Si la consommation des ménages s'est maintenue sur le trimestre, le renforcement continu de l'inflation devrait peser de plus en plus sur l'activité de la zone dans les mois à venir. À fin septembre, le taux d'inflation a atteint 9,9 %, soit son plus haut niveau depuis qu'Eurostat a commencé à publier cet indicateur en 1997. Le taux de chômage s'est établi pour sa part à 6,6 %. Selon le FMI, le PIB pourrait croître de 3,1 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport aux prévisions de juillet.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,2 % au troisième trimestre selon l'Insee après avoir crû de 0,5 % au trimestre précédent. Si la consommation des ménages marque le pas (+0,0 % après +0,3 %), l'investissement des entreprises accède fortement (+1,3 % après +0,4 %). Le commerce extérieur contribue à l'inverse négativement à la croissance : les importations progressent de 2,2 % tandis que les exportations continuent de ralentir (+0,7 % après +1,3 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a reculé de 0,3 % au troisième trimestre 2021 après une progression de 1,1 %. La consommation des ménages a notamment été obérée par la résurgence de la pandémie durant l'été, mais également par l'inflation. La chute du yen a par ailleurs fortement pesé sur la balance commerciale du pays. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une croissance de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,7 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions sanitaires imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,2 % selon le FMI. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 3,4 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité économique progresser de 6,8 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 novembre 2022.

LE DILEMME CROISSANCE/INFLATION DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

L'inflation demeure une préoccupation majeure, amplifiée au troisième trimestre 2022 par le renforcement du dollar US qui concourt au renchérissement de nombre de produits importés, notamment énergétiques. Entre fin juin et fin septembre, le dollar index s'est apprécié de 7 %.

Par conséquent, la plupart des banques centrales de la zone Pacifique ont apporté des réponses fortes. Celles de Nouvelle-Zélande et d'Australie ont remonté leurs principaux taux directeurs de 2,25 points de base depuis le début de l'année, dans le but de freiner la dynamique des prix et éviter la formation d'une spirale prix-salaires. A contrario, la Bank Indonesia a maintenu les siens inchangés (6,50 % depuis 2016), en dépit d'une évolution des prix à la consommation de +6 % en glissement annuel en septembre, bien au-delà de sa cible (2-4 %).

L'**Indonésie** peut néanmoins se prévaloir d'une croissance solide, +5,7 % en rythme annuel au troisième trimestre 2022, après +5,4 % au précédent, assise sur la demande interne et surtout les exportations (+21,6 %), qui ont bénéficié des cours élevés des matières premières sur la période. La consommation publique est ressortie en retrait (-2,9 %), en raison des efforts de réduction du déficit budgétaire menés par le gouvernement.

Également soutenue par ses exportations de produits de base, l'**économie australienne**, qui a enregistré +3,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, devrait conserver un rythme de croissance dynamique au suivant. Les dépenses de consommation des ménages, +28 % en glissement annuel en septembre, ont augmenté depuis 18 mois sans discontinuer, pour partie en rattrapage des confinements sanitaires de 2021. Le chômage ne représentait au troisième trimestre que 3,5 % de la population active, son plus bas niveau depuis les années 1970, et les tensions sur le marché du travail ont poussé les salaires à la hausse, +3,1 % en comparaison annuelle. Mais ceux-ci risquent d'être pénalisés par l'inflation, les resserments de la politique s'avérant encore peu opérants pour la ralentir : au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est affiché à +7,3 % en glissement annuel, après +6,1 % au trimestre précédent.

Il en a été de même en **Nouvelle-Zélande** où le rythme de croissance de l'IPC, +7,2 % au troisième trimestre, est apparu comme un record historique (+7,6 % au deuxième trimestre 1990). Avec un taux de chômage au plancher depuis un an (3,3 % au troisième trimestre 2022), les salaires ont crû de 3,7 %. Les frictions sur l'emploi reflètent, comme en Australie, les pénuries de main-d'œuvre résultant des strictes politiques de fermeture des frontières, qui avaient empêché l'immigration de travailleurs étrangers pendant les années Covid-19.

Dès le deuxième trimestre 2022, le PIB néozélandais a brutalement ralenti, +1 % après +4,9 % au premier trimestre, plombé par la contribution négative de la consommation des ménages (-3,2 %) et malgré la performance des exportations (+20,5 %). Celle-ci a non seulement reposé sur les biens agricoles et agroalimentaires, mais aussi sur les services touristiques, suite à la réouverture du pays en mai 2022.

Sources : FMI, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia